

Je pris la dépêche. Paris était assiégé; mais comme je savais qu'il y avait un gouvernement à Tours, je m'y rendis pour remettre la dépêche. A Tours, le ministre de la guerre était M. Gambetta que je ne connaissais pas; mais il y avait aussi mon ministre de la marine, l'amiral Fourichon; je lui portai ma dépêche. Au ministère, on me dit de repasser au bout de trois jours, parce qu'on avait encore besoin de moi.

Le 3 octobre, le général Véronique, directeur du génie au ministère, à Tours, me donna une dépêche que je devais porter au commandant du génie à Thionville. Je partis avec cette dépêche, en promettant de passer, et j'arrivai près de Thionville. J'eus beaucoup de difficultés, je dus traverser l'eau au milieu de 120 hommes de troupes prussiennes. Je cueillis des saules dans le ruisseau; je les apportai au colonel Turnier, à qui je dis: «Voilà des saules pour faire des paniers! Si, lorsque je suis venu la première fois, vous m'aviez donné un conducteur, j'aurais été aussi à Metz par la Moselle, et j'aurais remis ma dépêche!»

Alors, le colonel Turnier voulut me remettre une dépêche que je devais aller porter à Dieppe, à sa famille. Je lui dis: «Je veux bien me charger d'une dépêche, au risque d'être pris, mais non pas d'une lettre renfermant vos compliments pour votre famille et des nouvelles de votre santé. Je ne le peux pas.»

Je me rendis ensuite à Bruxelles, où je me présentai chez M. Tachard, ministre de France, et je lui remis la réponse. — S'apercevant que j'étais mouillé, il me fit trinquer avec lui, me donna 200 francs et une boîte de cigares. Il a immédiatement envoyé un télégramme, et il a mis au bas: «Je recommande chaudement au gouvernement de la défense nationale le nommé Donzella.» Après cela, je me suis rendu à Rouen, et de là à Dieppe, où était la famille du colonel Turnier. Je lui ai présenté ses compliments et j'ai ajouté: «Il est à Thionville; ne vous faites pas de mauvais sang, il se porte bien!»

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil vous félicite de votre conduite.

M. DONZELLA. — Mon général, j'aurais fait, croyez-le bien, tout mon possible pour arriver à Metz, si on m'avait fourni les indications que j'avais demandées. Je sais bien nager; j'aurais pu faire sept à huit kilomètres par la Moselle.

M. L'INTENDANT RICHARD. — J'étais chargé à Paris de l'administration de la garde mobile. Je fus appelé par M. l'intendant général Blondeau qui, après m'avoir exposé la situation de l'armée de Metz, me demanda si je voulais me charger de diriger sur Longwy et sur Thionville des approvisionnements considérables qui pourraient sans doute servir à l'armée du Rhin.

Je partis de Paris le 17 septembre à midi par le dernier train se dirigeant vers le Nord. Je m'arrêtai à Lille le soir et, le lendemain matin, je m'abouchai avec l'intendant de la division. Après avoir pris connaissance des ressources des différentes places de cette division, je priai l'intendant de faire remettre au chemin de fer les denrées que je lui indiquai. Il y avait 950,000 rations en destination de Thionville, et 800,000 pour Longwy.

Puis, je me rendis chez le directeur principal du chemin de fer pour concerter avec lui les détails du mouvement des trains. Comme il importait de ne pas appeler l'attention du gouvernement belge sur ce mouvement, il fut convenu que, quel que fût le point de départ des trains, tous entreraient en Belgique par Erquelines; c'était le moyen de n'être surveillé par le gouvernement belge que dans la petite distance qui sépare Erquelines de Namur.

J'allai ensuite à Bruxelles, où le ministre de France, M. Tachard, et le directeur du Grand-Luxembourg, M. Regrès se mirent entièrement à ma disposition.

Je partis de là pour Luxembourg afin de m'entendre avec l'inspecteur du chemin de fer. La première chose qui me frappa, en arrivant dans cette ville, ce fut la manière dont les Prussiens entendaient la neutralité. Ils avaient, à la gare de Luxembourg, un bureau télégraphique à eux, des agents à eux, et ils télégraphiaient dans toute l'Allemagne sans que leurs dépêches passassent par le bureau de Luxembourg.

Arrivé chez le consul, je lui signalai le fait. «Je m'en suis bien aperçu, me répondit-il; j'en ai parlé, mais on n'a pas eu égard à mes observations. Il m'apprit alors — ce que je savais déjà — que le chemin de fer était détruit entre Hettange, premier village français, et Thionville; que l'aiguillage était enlevé, et — détail que j'ignorais — que les Prussiens, au lieu d'occuper la voie, avaient établi leurs postes à droite et à gauche, à cinq ou six cents mètres au plus.

Je sentis que le joint était là. Je demandai au consul s'il communiquait toujours avec Thionville. Il me répondit qu'il ne communiquait pas personnellement, mais qu'il était à sa connaissance qu'un vérificateur des douanes de la frontière entrait toujours à Thionville. Je le priai de le faire venir; puis, nous nous séparâmes, en convenant d'un rendez-vous.

Pour réussir, il y avait deux difficultés: échapper d'abord aux espions qui nous entouraient, ensuite rétablir la voie interrompue à Hettange. La situation était d'autant plus critique que nous avions été signalés à un officier prussien qui ne nous quittait pas de vue.

Voici ce que j'imaginai.

Je télégraphiai à mon chef de train de faire partir ses convois sans nous attendre, nous nous dirigeâmes ensuite vers le point choisi, de façon à arriver en retard. Mais, par le télégraphe, on pouvait donner l'ordre d'arrêter nos wagons, je fis couper le fil, et pour qu'on ne s'en aperçût pas, je le fis rattacher avec du fil. Au moment où je croyais avoir levé tous les obstacles, on vint me prévenir que le maire de Hettange avait déclaré que si l'on se présentait pour rétablir la voie, il appellerait sa population, et empêcherait cette mesure par tous les moyens possibles; parce que les Prussiens avaient déclaré qu'ils brûleraient son village si on tentait de rétablir la voie. Que fallait-il faire? J'appelai l'inspecteur et je lui dis: «Si la garnison de Thionville que j'ai mandée est arrivée, et si le maire d'Hettange se présente, vous l'empoignerez, vous le bâillonnerez, et vous le mettrez dans un wagon en route pour Thionville. Si la garnison n'est pas arrivée, vous lui brûlerez la cervelle.» Et je lui remis mon revolver. Le lendemain, il me le rapporta intact, fort heureusement pour le maire.

Tout s'est accompli sans difficulté. A l'heure indiquée, vers les huit ou neuf heures du soir, l'inspecteur principal trouve à Hettange le détachement, qui était parti de Thionville, sous la conduite du commandant Sigoyer, mort depuis si malheureusement. Le rétablissement de la voie s'effectua sans que le maire ni personne y mit obstacle. L'inspecteur principal, arrivé à quatre heures du matin sous les murs de Thionville, remonta immédiatement lui-même sur sa locomotive, et vint prévenir que les trains qui étaient à Bettembourg pouvaient marcher. Ceux-ci s'ébranlèrent, et, une demi-heure après, ils étaient sous les murs de Thionville.

Je me mis ensuite en communication avec deux marins que le préfet de police avait envoyés, et je leur donnai la mission de prévenir à Metz que de grandes quantités de vivres étaient réunies. Malheureusement, ils ne purent y pénétrer.

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil vous remercie de votre intéressante déposition.

M. LE COLONEL MASSAROLI. — Le 29 septembre, 120 wagons arrivèrent. J'envoyai du monde à Longwy-Bas, et il me fallut réunir près de 300 voitures.

Une fois ces vivres à Longwy, je me suis demandé ce qu'on en ferait. J'ai pensé que la première chose était de tâcher de les faire arriver jusqu'à l'armée de Metz.

Dans ce but, j'ai commencé par envoyer des émissaires. M. Tachard m'avait prévenu qu'il s'occupait d'en envoyer de son côté.

Enfin, depuis le 23 septembre jusqu'à la fin d'octobre, j'ai constamment essayé de faire parvenir à Metz la nouvelle que nous avons 6,765 quintaux de vivres à la disposition de l'armée. C'est M. l'intendant Richard qui me les avait envoyés.

M. WATRY, commis principal des douanes. — Le 24 septembre, étant à Thionville, je reçus l'ordre de partir immédiatement pour Luxembourg. J'arrivai dans un des bureaux de la gare du chemin de fer de Luxembourg, où m'attendait l'intendant, M. Richard. Là, en présence de plusieurs inspecteurs du chemin de fer français et du consul, M. Richard me lut une dépêche destinée au colonel Turnier, et me la remit. Ensuite, il me parla à peu près dans ces termes : Monsieur, après cette conférence, vous retournerez immédiatement à Thionville; il est de la plus grande importance d'arriver le plus vite possible, afin de prévenir le colonel Turnier qu'un convoi de cent quarante wagons, chargés de farines et de biscuits, en gare à Luxembourg, doit être expédié ce soir même pour Thionville; le colonel Turnier aura soin d'envoyer des troupes sur la ligne du chemin de fer, afin de protéger les ouvriers qui travailleront pendant la nuit à rétablir les rails enlevés par l'ennemi. J'eus le bonheur de traverser les lignes ennemies, et je pus parvenir à Thionville, où je fis part de ma mission au commandant de place, Turnier. Des mesures furent prises, et les 140 wagons, autrement dit 1,975,000 rations de farine et biscuits arrivèrent dans la nuit.

M. QUATREBŒUFS, marin. — Le 17 septembre 1870, j'ai été envoyé par M. de Kératry pour me mettre aux ordres de l'intendant Richard; je partis le même jour, et je rejoignis M. l'intendant Richard à Bruxelles. Il me donna mission d'aller à Luxembourg, puis à Longwy. Il s'agissait de faire entrer à Thionville et à Longwy un convoi de vivres destiné à l'armée de Metz. Je fus chargé par M. l'intendant Richard, qui était alors à Luxembourg, de prévenir la place de Longwy. L'opération réussit parfaitement, et les vivres entrèrent à Longwy et à Thionville. M. l'intendant Richard me donna alors la mission d'aller prévenir le maréchal Bazaine à Metz; c'était dans les premiers jours d'octobre, autant que je me rappelle. J'ai fait tous mes efforts pour accomplir cette mission, j'ai traversé quatre fois les postes prussiens, accompagné du brigadier-fourrier douanier Barthélemy, qui me servait de guide. Mais nous avons été arrêtés par les Prussiens, qui ont manqué de me fusiller, et qui nous ont reconduits jusqu'à Conflans. Dans l'impossibilité d'aller plus loin, je me suis décidé à revenir à Longwy.

Avec le témoin HUBERT nous revenons aux récits extraordinaires : rivières passées à la nage, coups de feu esquivés, sentinelles renversées, il y a de tout dans cette odyssée. Ajoutons qu'il y a certains détails sur lesquels le témoin insiste un peu trop et que nous ne devons pas rapporter, si nous nous en fions aux rougeurs que nous remarquons dans l'Assemblée. Il s'agit des visites infiniment trop inquisitoriales des Prussiens, qui recherchent si ce voyageur suspect a quelque dépêche cachée, très-cachée.

M. CAMUS, garde particulier. — Sur la fin d'octobre, quelques jours avant la capitulation

de Metz, le colonel Massaroli m'a chargé d'aller prévenir le maréchal Bazaine, à Metz, que, s'il voulait faire une sortie, les commandants des places de Thionville et Longwy s'entendraient pour lui conduire, dans les plaines d'Aumetz, environ quinze cent mille rations de vivres. Je n'ai pas pu entrer à Metz. Mon fils a fait une partie du chemin avec moi; il est tombé malade en route, et il n'a pas pu aller plus loin.

M. MULLER, jardinier. — Le 24 septembre, je suis allé à Thionville, et je fus appelé par le colonel Turnier pour porter une dépêche à Metz; il me remit cette dépêche, qui était une dépêche verbale, pour annoncer à M. le maréchal Bazaine qu'il y avait à Thionville une quantité de wagons, contenant des rations dont il m'avait marqué le nombre, et je suis parti le même jour. Je ne suis arrivé qu'à moitié chemin.

Le greffier donne lecture de la déposition de M. Calarnou, comptable, qui a été chargé, le 25 septembre, de partir de Thionville pour Metz. Sa mission verbale consistait :

« 1° A annoncer au maréchal Bazaine que la République était proclamée en France depuis le 4 septembre 1870 ;

« 2° Que madame la maréchale et sa fille s'étaient retirées à Tours. »

Le témoin devait, en outre, prévenir le maréchal que la place de Thionville était largement approvisionnée.

M. Calarnou n'a pu dépasser Saulny, où il a été blessé et fait prisonnier.

M. RISSE, maçon. — Vers la fin de septembre, je passai par la place de Thionville, lorsque M. le colonel Turnier me chargea d'une dépêche pour Metz; il m'offrit en même temps de l'argent; mais comme j'en avais, je refusai.

Je suis parti vers quatre heures du soir, et je suis entré le lendemain à Metz à la même heure. Je me suis rendu à l'endroit où on m'indiqua que je pourrais voir le maréchal Bazaine; j'ai demandé à lui parler, et un officier qui se trouvait là m'a dit d'attendre sur l'escalier. Au bout de quelques instants, il est revenu me prévenir que je pouvais entrer. Aussitôt entré, j'ai remis ma dépêche au maréchal. Celui-ci, en la lisant, haussa les épaules; puis il me donna 10 francs en me demandant mon nom, mon âge, et ce que je faisais, en me disant que si les affaires tournaient bien, je serais récompensé, que j'aurais la médaille militaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Comment avez-vous pu arriver Metz? Quelles difficultés avez-vous rencontrées?

M. RISSE. — J'ai rencontré trois ou quatre patrouilles d'éclaireurs qui m'ont demandé où j'allais; j'indiquais la première maison que j'apercevais dans les environs, en leur disant que j'allais chez moi. Ils m'ont toujours laissé passer, excepté au grand poste, où j'ai été arrêté et où ils m'ont gardé pendant quelque temps. Comme je parlais très-bien allemand, je leur parlai contre la France, et je disais comme eux pour arriver plus facilement à me tirer de là.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous rappelez-vous quel jour c'était, à peu près?

M. RISSE. — C'était vers le 25 ou le 26 septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous êtes engagé à Metz, après cela, dans un régiment de ligne?

M. RISSE. — Oui, monsieur le président, au 44^e de ligne.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre engagement porte la date du 8 octobre. Vous rappelez-vous combien de jours vous avez passés à Metz, avant de contracter cet engagement?

M. RISSE. — J'y suis bien resté dix ou onze jours avant de m'engager.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous seriez donc parti de Thionville vers le 1^{er} octobre?

M. RISSE. — Oui, monsieur le président, ou tout à fait dans les derniers jours de septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Lorsque vous êtes parti de Thionville, le convoi de vivres de 120 wagons était-il arrivé?

M. RISSE. — Oui, monsieur le président, je l'ai vu arriver.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Le témoin est-il bien certain d'avoir remis la dépêche à M. le maréchal Bazaine lui-même?

M. RISSE. — Oui, j'en suis bien certain.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous revu M. le maréchal, depuis?... Vous le voyez, ici?

M. RISSE. — Oh! oui, je le vois bien.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Le reconnaissez-vous pour la personne à qui vous avez remis la dépêche?

M. RISSE. — Oui, mon général, je me le rappelle très-bien.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous rencontré à Metz d'autres personnes avec qui vous vous soyez entretenu de la mission que vous aviez à remplir?

M. RISSE. — Oui, il y avait les nommés Flahaut et Marchal; je les ai rencontrés précisément le jour même de mon arrivée et comme je sortais du quartier général. J'avais été chargé par la femme de Flahaut, qui était un peu malade quand il avait quitté Thionville, de lui dire, si je le voyais à Metz, qu'elle se portait bien, ainsi que ses enfants.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Ainsi, vous êtes bien certain d'avoir remis la dépêche au maréchal Bazaine lui-même, à la personne qui est en ce moment devant vous?

M. RISSE. — Oui, mon général.

M. LE MARÉCHAL BAZAINE. — Je ne me le rappelle pas du tout. Monsieur le président, auriez-vous la bonté de demander au témoin comment j'étais habillé quand il m'a vu?

M. RISSE. — M. le maréchal était en petite tenue?

M. LE PRÉSIDENT. — Qu'entendez-vous par là, en petite tenue?

M. RISSE. — Il avait sa tunique, et il était nu-tête.

M. LE PRÉSIDENT. — Sans épaulettes?

M. RISSE. — Il n'avait pas d'épaulettes.

M. LE MARÉCHAL BAZAINE. — Je ne portais jamais chez moi autre chose qu'un spencer d'état-major, et quand je mettais ma tunique, j'avais toujours mes épaulettes. — Quelle est la personne qui a remis au témoin les 10 francs dont il a parlé? Est-ce un officier d'ordonnance?

M. RISSE. — Non, c'est vous-même.

M. LE MARÉCHAL BAZAINE. — Je n'ai jamais d'argent sur moi et je n'ai jamais payé moi-même un courrier. Je ne puis pas dire que cet homme n'est pas venu à Metz. Est-il allé d'abord à l'état-major? je n'en sais rien. Quant à l'argent, je suis convaincu que ce n'est pas moi qui le lui ai donné.

M^e LACHAUD. — Monsieur le président voudrait-il avoir la bonté de demander au témoin comment il a passé les avant-postes français?

M. RISSE. — Quand je suis arrivé aux avant-postes, on m'a demandé d'où je venais: j'ai répondu que j'arrivais de Thionville, et que j'avais une mission pour M. le maréchal. Le sergent qui m'a arrêté, et dont j'ai même su le nom, m'a donné alors un homme pour me

conduire jusqu'à Metz, et c'est ce même soldat qui m'a conduit directement jusque chez le maréchal.

M. LE PRÉSIDENT. — Le fait de l'entrée du témoin à Metz ne peut pas être contesté.

M^e LACHAUD. — Cela n'est pas douteux, puisqu'il y a contracté un engagement à la date du 8 octobre.

M. RISSE. — Avant de partir pour Metz, j'étais à Thionville où je devais entrer dans la garde mobile.

L'audience est suspendue.

M. LE COLONEL TURNIER. — Le 24 septembre, je reçus du consul français, qui était à Luxembourg, l'avis qu'un convoi de vivres considérable allait nous être expédié à Thionville. — Le soir, j'ai fait partir sept ou huit cents hommes, qui sont allés protéger les travailleurs de la Compagnie qui réparaient la ligne, et j'ai été assez heureux, le lendemain 25, pour voir arriver, dans la place, un convoi composé de 140 wagons, et contenant 1,300,000 rations de biscuit et de farine.

J'ai dû naturellement m'occuper de faire prévenir M. le maréchal Bazaine de l'arrivée de ce convoi.

J'ai retrouvé, sur mon registre des fonds secrets, l'inscription d'un émissaire que j'ai envoyé le 25, un sous-officier d'artillerie qui servait dans la garde mobile, le nommé Calarnou, que j'ai revu depuis.

On m'a parlé, dans l'instruction, d'un nommé M. Müller; je me rappelle également m'être adressé à lui.

On m'a demandé aussi si j'avais connu un jeune homme nommé Risse. J'en ai un souvenir vague; je ne pourrais certifier d'une manière positive avoir envoyé M. Risse, mais je crois que s'il le dit, c'est d'autant plus vrai que je suis certain, je le répète, d'avoir envoyé au moins quatre émissaires à Metz.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous souvenir d'avoir reçu un message du général Le Flô, qui vous aurait été apporté vers le 13 septembre?

M. LE COLONEL TURNIER. — En effet, vers le milieu de septembre, il m'est arrivé un marin, nommé Donzella. Il voulait absolument aller jusqu'à Metz. Il avait des idées très-confuses sur la situation de la place; il parlait de remonter la Moselle à la nage. J'ai vu qu'il lui serait impossible d'y arriver.

Je me rappelle que Donzella est venu deux fois à Thionville: une première fois dans le mois de septembre, et une seconde fois vers le 15 septembre, un mois plus tard.

M. LE PRÉSIDENT. — Le sous-officier Calarnou, dont la déposition a été lue devant le conseil, avait appris par cœur le message dont vous l'aviez chargé?

M. LE COLONEL TURNIER. — Oui, monsieur le président. Comme je craignais toujours que mes émissaires fussent pris avec leurs dépêches, je les leur faisais, la plupart du temps, apprendre par cœur.

M. LE PRÉSIDENT. — Ainsi, cette dépêche contenait, d'après les déclarations de Calarnou, la proclamation de la République, la nouvelle que madame la maréchale Bazaine était à Tours; il y était demandé des nouvelles du fils du général Le Flô, et on annonçait l'arrivée de vivres à Thionville.

M. LE COLONEL TURNIER. — Je me rappelle tous ces points-là.

M. LE PRÉSIDENT. — En sorte que, si c'était bien le sens de la déposition orale de Calarnou,

les dépêches écrites que vous auriez remises en même temps aux autres émissaires devaient contenir à peu près ces mêmes points?

M. LE COLONEL TURNIER. — Oui, mon général, j'ai cette conviction.

M. LE PRÉSIDENT. — Ainsi, si l'un des porteurs de dépêches a pu arriver jusqu'à Metz, la dépêche qu'il a remise contenait ces quatre points-là?

M. LE COLONEL TURNIER. — Assurément, j'envoyais au maréchal toutes les nouvelles que j'apprenais.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Un témoin disait tout à l'heure qu'il avait reçu, le 18 septembre, du colonel, une lettre arrivée depuis quelques jours par ballon à Thionville, et qu'il avait été chargé d'aller porter cette lettre aux membres du gouvernement siégeant à Tours. Le colonel avait-il pris connaissance du contenu de cette lettre avant de l'expédier, et pourrait-il nous en faire connaître le sens?

M. LE COLONEL TURNIER. — Un jeune homme est venu un jour m'apporter un petit ballon, qui portait un paquet renfermant une quantité considérable de lettres.

M. GUIOTH et moi, mais plus particulièrement M. GUIOTH, nous avons fait le dépouillement de ces lettres; nous avons constaté, d'une manière à peu près certaine, que ces lettres ne contenaient aucune nouvelle particulière de l'armée; toutes ces lettres étaient écrites par des officiers à leurs familles.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Mais, puisque vous croyiez nécessaire de faire porter cette lettre par un émissaire spécial et de l'adresser aux membres du gouvernement, il est probable que ce n'était pas une lettre d'un caractère tout à fait privé, et qu'elle devait avoir un intérêt particulier.

M. LE COLONEL TURNIER. — La dépêche que j'ai remise la première fois à Donzella devait contenir probablement les renseignements que j'envoyais au ministère, à Tours, en réponse aux demandes qu'il m'avait adressées. Il ne s'agissait pas du tout d'une lettre qui eût été reçue par ballon.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Cependant, c'est ce dont a déposé ici.

M. LE COLONEL TURNIER. — Je puis affirmer le contraire; je puis affirmer que je n'ai reçu par ballon aucune lettre émanant d'un commandant quelconque de l'armée du Rhin. Je le répète, la lettre que j'ai donnée à Donzella était probablement une réponse à ce que Donzella était venu me demander de la part du ministre ou de celui qui l'avait envoyé.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Il serait peut-être opportun de faire revenir le témoin Donzella pour le mettre en présence de M. le colonel.

M. LE PRÉSIDENT. — Rappelez le témoin Donzella.

(Le témoin se présente à la barre.)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez déposé tout à l'heure que, lors de votre dernier voyage à Thionville, le colonel Turnier vous avait renvoyé à Tours porter une dépêche qui serait arrivée en ballon, et que vous aviez remis cette dépêche à Tours à M. l'amiral Fourichon; confirmez-vous cette déposition?

M. DONZELLA. — Oui, je la maintiens.

M. LE PRÉSIDENT. — Était-ce une dépêche qui était arrivée par le ballon, ou une dépêche que le colonel Turnier avait écrite, après avoir reçu la nouvelle par ballon?

M. DONZELLA. — Je ne puis pas préciser; seulement, le colonel Turnier m'a dit que c'était une dépêche qui venait de tomber en ballon de Metz.

M. LE PRÉSIDENT, au colonel Turnier. — Vous n'en avez pas souvenir, monsieur le colonel?

M. TURNIER. — J'affirme que je n'ai pu dire cela.

M. LE PRÉSIDENT, à M. Donzella. — Qui vous a remis la dépêche?

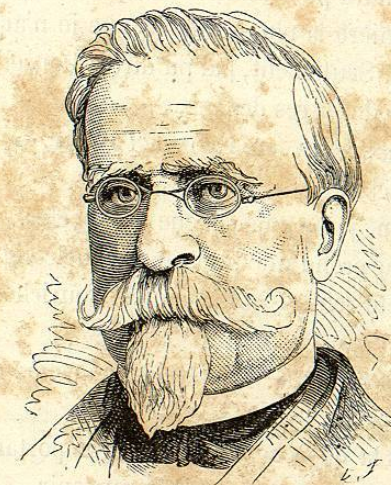
M. DONZELLA. — M. le colonel Turnier. Il m'a dit que c'était une dépêche qui était tombée par ballon.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes bien sûr du fait?

M. DONZELLA. — Je ne puis inventer une chose que je n'aurais pas entendue de la bouche du colonel Turnier.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez que vous continuez votre déposition sous la foi du serment que vous avez prêté?

M. DONZELLA. — Parfaitement, je réponds sous la foi du serment.



M. MASSAROLI.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas vu écrire la dépêche par le colonel?

M. DONZELLA. — Non, je ne l'ai pas vu écrire; il me l'a seulement remise le lendemain matin quand je suis parti; il m'a dit que c'était une dépêche arrivée par ballon.

M. LE PRÉSIDENT. — Que c'étaient des nouvelles du maréchal Bazaine arrivées de Metz?

M. DONZELLA. — Oui, monsieur le président.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — A quelle époque?

M. DONZELLA. — Je suis arrivé le 8 et parti, je crois, le 21 septembre. M. le colonel Turnier m'a dit qu'il y avait à peu près huit jours que le ballon était tombé venant de Metz.

M. LE COLONEL TURNIER. — Mes souvenirs ne me laissent pas le moindre doute à cet égard, je puis vous affirmer qu'avec M. Guioth lui-même, qui a fait le dépouillement de toutes ces lettres, nous n'avons pas eu une seule lettre particulière relative aux opérations de l'armée du Rhin, toutes les lettres étaient écrites par des officiers à leurs parents. Il est tout naturel que Donzella ait pu croire que la dépêche qui lui était remise était tombée par ballon, mais je ne puis pas le lui avoir dit.